

Frédéric Lebaron

*Institut universitaire de France, université de Picardie
Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, CNRS*

LES ESSAIS ÉCONOMIQUES ET LA CONSTRUCTION DE L'ORDRE SOCIAL

Comme le note récemment Richard Swedberg (2003), «alors que nous savons quelque chose de la théorie économique et de la façon dont elle est produite, nous avons très peu de connaissances sur les idéologies économiques et les informations économiques. Quelques tentatives ont été faites pour étudier le keynésianisme et le néolibéralisme, mais beaucoup reste encore à faire (...). Ce qui est le plus surprenant, toutefois, est l'absence presque totale de connaissance sur le rôle de la science économique dans les médias. La façon dont l'information économique est produite, la montée du journalisme économique, la sociologie économique des médias – tous ces thèmes sembleraient idéaux pour les sociologues économiques». En effet, l'étude des «ismes» (marxisme, keynésianisme, libéralisme...) est en général centrée sur l'analyse interne des théories ou doctrines – et les grands théoriciens ou doctrinaires –, mais elle aborde beaucoup plus rarement de façon systématique les multiples circuits sociaux de production et de diffusion d'idées ou de croyances économiques, en particulier le rôle de la popularisation médiatique et éditoriale¹. Seule la réflexion historique a montré qu'en la matière il est impossible de distinguer essai et livre scientifique avant le XVIII^e voire le XIX^e siècle (Perrot, 1992). Il faut attendre la professionnalisation de la discipline économique, qui s'est accélérée avec la révolution «marginaliste» (Coats, 1993), pour voir une séparation de plus en plus nette entre les deux types de produits. Il manque donc une histoire sociale systématique des essais économiques ; il manque également une analyse de discours systématique à visée comparative ; à défaut, nous proposerons donc ici quelques hypothèses relatives à leur nature et leurs fonctions sociales propres. Très directement reliés aux enjeux de politique économique et aux débats idéologiques, les essais contribuent à la construction d'une «communauté épistémique» particulière, tout spécialement dans le monde politique et médiatique dont ils émanent et vers lequel ils sont avant tout orientés. Les essais économiques ont accompagné en France

l'avènement de ce que nous appelons «l'ordre keynésien» et ont participé, avec force, au «tournant néolibéral» et à la construction d'un nouvel ordre social.

La construction de l'ordre keynésien

Durant la période de «reconstruction» et de «modernisation» de l'économie française que l'on peut considérer comme s'étendant jusqu'aux années 1975-78, un ensemble d'agents issus de la haute fonction publique occupe dans le champ des politiques économiques une position nettement dominante (voir Fourquet, 1980, ainsi que de nombreux travaux d'histoire économique et sociale, comme par exemple Kuisel, 1981). Durant cette période, les hauts fonctionnaires modernistes sont concurrencés, pour imposer la représentation dominante de l'ordre économique, par certaines franges du monde universitaire, syndicalistes, grands patrons et hommes politiques (Denord, 2003). Plusieurs courants intellectuels influents coexistent ainsi à côté d'une humeur modernisatrice et planificatrice dominante : libéralisme (avec Allais, Perroux et bien d'autres), marxisme et diverses variantes de socialisme (avec les essais liés au Parti communiste, à l'extrême-gauche ; cf. Pouch, 2001).

Si «les idées dominantes sont [aussi] les idées de la classe dominante» selon la formule de Marx dans *L'idéologie allemande*, les élites administratives et politiques qui dirigent l'économie française d'après-guerre contrôlent partiellement le pouvoir de nommer et de décrire l'ordre économique et social qui se forme alors. Elles acquièrent là un *pouvoir symbolique* dont l'efficacité est difficile à mesurer mais qui participe de la construction même de cet ordre (Bourdieu, Boltanski, 1976). Celui-ci peut être qualifié de «keynésien», indépendamment de la référence, plus ou moins affichée et explicite, que font ces acteurs sociaux, parfois éloignés de l'univers savant, à l'économiste de Cambridge.

Durant cette période, économistes et statisticiens d'administration occupent une position importante dans la production des discours économiques légitimes, aux côtés de nombreux autres acteurs, y compris universitaires, politiques ou économiques (Dulong, 1997 ; Denord, 2003). C'est par exemple le démographe Alfred Sauvy, qui développe une conception explicitement «socialiste» mais attachée au pluralisme démocratique. C'est également Jean Fourastié, économiste d'administration plus libéral, fasciné par le basculement d'une économie rurale dans la modernité industrielle et par les gains de productivité impressionnants qui accompagnent le dynamisme économique de l'ordre keynésien, visibles aux États-Unis (Fourastié, 2005). C'est encore Claude Gruson, haut fonctionnaire de gauche, qui se fait le théoricien de la planification et de l'information économique comme vecteurs de rationalité économique. Plusieurs essais «à succès» (au moins médiatique) sortent alors (cf. tableau 1), dont il faut chercher les sources directement dans les rapports administratifs. Leur rôle dans l'affirmation publique de la technocratie s'accompagne de l'instrumentalisation de certaines revues (*L'express*, *L'Expansion*) et d'entreprises d'éditions (Le Seuil...), qui sont largement acquis à la cause «réformatrice».

Tableau 1. Quelques essais de l'ordre keynésien

Claude ALPHANDÉRY, Yves BERNARD, François BLOCH-LAINÉ, *Pour nationaliser l'État*, Paris, Seuil, 1968.
François BLOCH-LAINÉ, *Pour une réforme de l'entreprise*, Paris, Seuil, 1963.
Jean FOURASTIÉ, *Machinisme et bien-être*, Paris, Minuit, 1951.
Jean FOURASTIÉ, *Économie et société. Chroniques du Figaro*, Paris, Denoël, 1972.
Jean FOURASTIÉ, *La Grande métamorphose du XX^e siècle. Essais sur quelques problèmes de l'humanité d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1962.
Claude GRUSON, *Origine et espoirs de la planification française*, Paris, Dunod, 1968.
Claude GRUSON, *Programmer l'espérance. Conversations avec Philippe Dominique*, Paris, Stock, 1976.
Pierre MENDÈS-FRANCE, *Choisir. Conversations avec Jean Bothorel*, Paris, Stock, 1974.
Alfred SAUVY, *Le Socialisme en liberté*, Paris, Denoël, 1970.
Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
Pierre URI, *Plan quinquennal pour une révolution*, Paris, Fayard, 1973.

De ce point de vue également, les trajectoires de Michel Albert et Jean Boissonnat² illustrent bien les logiques sociales qui président à la production d'essais économiques. D'origine populaire, ils ont été élèves à l'Institut d'études politiques de Paris. À la fin des années 1960, issus de la mouvance «modernisatrice» d'origine catholique regroupée autour du Club Jean-Moulin, des organisations de jeunesse catholique (JEC) et des responsables de la CFDT³, ils se sont tous deux trouvés impliqués dans l'entreprise «Servan-Schreiber» (les deux frères Jean-Louis et Jean-Jacques, les livres, les entreprises...). Michel Albert participe activement à *L'express* (il en sera vice-président à partir de 1969). Jean Boissonnat est rédacteur en chef de la nouvelle revue économique *L'Expansion* dès 1967 (Rustenholz et Treiner, 1993, p. 392).

Les Servan-Schreiber se définissent comme des «modernisateurs» de la vie publique française, dont l'intervention est indissociable de la référence aux États-Unis (comme modèle d'efficacité et également comme contre-modèle social) et à l'Europe de l'Ouest (comme modèle social menacé par l'inefficacité économique). Leur stratégie familiale a pour particularité, depuis les années 1960 surtout, de s'être constituée autour d'une relation entre les journaux à prétention intellectuelle engagés dans la compétition économique et certains secteurs du champ politique, avec la figure tutélaire de Pierre Mendès-France, incarnation d'une conception de l'action politique fondée sur la science économique.

La conjonction entre les Servan-Schreiber et Michel Albert est à l'origine des principaux thèmes du *Défi américain*, qui connaît un extraordinaire succès de librairie et une importante audience médiatique. «Le 30 juin, Jean-Jacques emmène son frère à Bruxelles pour lui présenter un haut fonctionnaire français du Marché commun, inspecteur des Finances et ancien énarque, avec lequel il travaille depuis quelque temps et dont les connaissances et les réflexions pourraient servir *L'Expansion*. L'homme s'appelle

Michel Albert. C'est un inspirateur, riche en idées, dont il irrigue les discussions du Club Jean-Moulin. (...) Depuis, les deux hommes collaborent et chacun y trouve son compte. *L'Express* est une bonne tribune pour les idées de Michel Albert, et le directeur de l'hebdomadaire a trouvé, chez ce haut fonctionnaire, du grain à moudre. Il tire des rapports de celui-ci la matière de ses éditoriaux (...). À Bruxelles, Jean-Louis apprend que son frère s'inspire des démonstrations de Michel Albert pour écrire un livre sur la supériorité américaine et la nécessité d'une riposte européenne» (Rustenholz et Treiner, p. 395-396).

Michel Albert se prête à cette relation de dépendance très directe où il sert de rédacteur de notes et d'«inspirateur»: «Jean-Jacques (...) dicte son ouvrage au magnétophone, en s'appuyant sur les notes, chiffres et études fournis par Michel Albert. (...) Toutefois, quand on s'appelle Servan-Schreiber, on ne pense pas que des idées suffisent à faire un livre ni, *a fortiori*, à le vendre. Pour cela, Jean-Jacques possède un savoir-faire: l'usage immodéré de formules, un style simple et percutant, de quoi transformer un livre potentiellement fastidieux en un thriller passionnant. La forme assurera l'intérêt du grand public, le fond celui des hommes politiques» (p. 396).

De même, engagé aux côtés de «JJSS» dans l'entreprise de relance du Parti radical, il rédige à ses côtés le manifeste de ce parti, *Entre ciel et terre*. Comme *Le défi américain*, *Entre ciel et terre* fera l'objet d'une très forte médiatisation et sera même présenté comme «plus à gauche que le programme commun» par certains commentateurs. En 1976, Michel Albert est nommé commissaire adjoint du Plan d'équipement et de productivité, puis, deux ans, plus tard, Commissaire général au Plan jusqu'en 1981.

Essais économiques et ordre néo-libéral

Dans la période qui va de 1978 à 1983, le basculement dans l'ordre néo-libéral des acteurs politiques dominants va se traduire finalement, après une phase socialiste de courte durée, par un tournant brutal en 1982-83. Il est accompagné par une production d'essais économiques de tonalité beaucoup plus libérale que durant la période précédente. Ils en fournissent une sorte de «mise en récit» en direct, participant à la construction d'un ordre symbolique relativement stabilisé qui perdure jusqu'à aujourd'hui. C'est la «psychanalyse du réel» chère à Alain Minc, qui va permettre aux acteurs politiques de s'intégrer au sein du «cercle de la raison» économique et, quelques années plus tard, de céder à la rhétorique de la mondialisation inéluctable (Lebaron, 2003).

Parmi ces ouvrages, certains assurent l'importation en France des thèmes et mots d'ordre de la nouvelle économie libérale qui s'est reconstituée depuis deux décennies dans le monde anglo-saxon, en particulier aux États-Unis. À gauche, ils travaillent à construire l'image d'une gauche «moderne», «réconciliée avec le réel», enfin débarrassée des «archaïsmes» issus de l'histoire du mouvement ouvrier.

Tableau 2. Quelques essais néo-libéraux (entre ultra-libéralisme et social-libéralisme)

Michel ALBERT, *Le Pari français. Le nouveau plein-emploi*, Paris, Seuil, 1982.
Philippe BAUCHARD, *La Guerre des deux roses. Du rêve à la réalité*, Paris, Grasset, 1986.
François DE CLOSETS, *Tous ensemble. Pour en finir avec la syndicalité*, Paris, Seuil, 1985.
Daniel COHEN, *Les Infortunes de la prospérité*, Paris, Julliard, 1994.
Henri LEPAGE, *Demain le capitalisme*, Paris, Hachette, «Pluriel», 1978.
Alain MINC, *L'Avenir en face*, Paris, Seuil, 1984.
Alain MINC, *La Machine égalitaire*, Paris, LGE, 1988.
Alain MINC, *La Mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

L'effritement de l'ordre symbolique néo-libéral et le succès des essais critiques

À partir du milieu des années 1990, le succès de divers essais critiques témoigne du triomphe de l'ordre néo-libéral, désormais bien établi. Mais il signe également les limites mêmes de cet ordre, dont la persistance est mise en cause par les effets sociaux multidimensionnels des politiques de démantèlement progressif de l'État-providence et par l'horizon indépassable de la «modération salariale» instauré par le paradigme de la «désinflation compétitive» (Lordon, 1997). L'orthodoxie macroéconomique sévère, défendue au niveau européen par la Bundesbank puis la Banque centrale européenne, est assez largement contestée par les macroéconomistes, même modérés, qui lui préfèrent la politique américaine, jugée plus «pragmatique». Quelques années plus tard, c'est le conformisme économique des commentateurs politiques dominants et des économistes les plus en vue, leur soumission aveugle à une vision du monde dominée par les intérêts des acteurs financiers, qui sont soumis à une critique plus vigoureuse encore.

Tableau 3. Quelques essais critiques

Pierre BOURDIEU, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir, 1998.
Jean-Paul FITOUSSI, *Le Débat interdit: monnaie, Europe, pauvreté*, Paris, Arléa, 1995.
Viviane FORRESTER, *L'Horreur économique*, Paris, Fayard, 1997.
Serge HALIMI, *Les Nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir, 1997.
Bernard MARIS, *Antimanuel d'économie*, Bréal, 2003.

Le succès de librairie (qui n'est ici qu'évoqué très rapidement et mériterait une étude approfondie de sociologie éditoriale) des essais critiques augure-t-il d'un démantèlement de l'ordre symbolique néo-libéral? Il faut tout d'abord rappeler que le type d'essais caractéristique de la période néo-libérale est loin d'avoir disparu de la scène publique: Nicolas Baverez, Jacques Marseille, Daniel Cohen, Élie Cohen ou Alain Minc par exemple, contribuent à maintenir à un niveau élevé le flux annuel d'ouvrages libéraux ou ultra-libéraux qui alimentent le marché des idées économiques. On ne compte plus les essais politico-économiques plus ou moins inspirés dénonçant les corporatismes syndicaux, la fiscalité excessive, l'archaïsme de l'économie française encore trop «administrée», etc. La mobilisation politico-intellectuelle par les idées continue d'œuvrer; elle trouve toujours un écho considérable parmi les acteurs politiques dominants, dont la culture économique est aujourd'hui bien éloignée du rationalisme pragmatique et socialisant et de l'optimiste productiviste de la période «keynésienne». Il faudra donc sans doute beaucoup plus que la «contestation par l'essai» pour que l'ordre néo-libéral soit un jour menacé.

NOTES

1. Parmi les exceptions récentes en France, voir notamment Lebaron, 2000; Duval, 2004; Rimbart, 2005.
2. Nous avons analysé plus systématiquement par ailleurs leurs trajectoires. F. LEBARON, «Action économique et capital symbolique», *Regards sociologiques*, à paraître en 2006.
3. Des années plus tard, en 1987, on retrouve leurs deux noms dans un dictionnaire publié par Jean-Louis Remilleux, journaliste au *Figaro Magazine*, sur les «barristes»: mais, à lire leurs notices, on apprend que ni l'un ni l'autre n'a dépassé le stade de «barriste potentiel» (p. 60) et celui des «sympathies» affichées et des «visites» fréquentes (p. 86) au candidat à la présidence de la République de 1988 (Remilleux, 1987).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOURDIEU, P., BOLTANSKI, L., «La production de l'idéologie dominante», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2/3, 1976.
- COATS, A. W., *The Sociology and Professionalisation of Economics*, Londres, Routledge, 1993.
- DENORD, F., *Genèse et institutionnalisation du néo-libéralisme en France. 1930-1950*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2003.
- DULONG, D., *Moderniser la politique. Aux origines de la V^e République*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DUVAL, J., *Critique de la raison journalistique. Les transformations de la presse économique en France*, Paris, Seuil, 2004.
- FOURASTIÉ, J., *Productivité et richesse des nations*, Paris, Gallimard, 2005.
- FOURQUET, F., *Les Comptes de la puissance. Aux origines de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Encres, 1980.
- KUISEL, R., *Le Capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1981.

- LEBARON, F., *La Croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000.
- LEBARON, F., *Le Savant, le politique et la mondialisation*, Bellecombe en bauges, Croquant, 2003.
- PERROT, J.-C., *Une Histoire intellectuelle de l'économie politique*, Paris, EHESS, 1992.
- POUCH, T., *Les Économistes français et le marxisme*, Rennes, PUR, 2001.
- REMILLEUX, J.-L., *Les Barristes*, Paris, Albin Michel, 1987.
- RIMBERT, P., *Libération de Sartre à Rothschild*, Paris, Raisons d'agir, 2005.
- RUSTENHOLZ, A., TREINER S., *La Saga Servan-Schreiber*, tome 2, «Le temps des initiales», Paris, Seuil, 1993.
- SWEDBERG, R., *Principles of Economic Sociology*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2003.